

CONTRE LA DEMOLITION

RASSEMBLEMENT LE SAMEDI 20 DECEMBRE A 10H30

Place du Capitole

LETTRE OUVERTE A MONSIEUR MOUDENC, MAIRE DE TOULOUSE

Nous sommes un groupe d'habitants de la Reynerie, tous différents, locataires, propriétaires, de différents immeubles...

Nous nous sommes regroupés en un collectif sous le nom « Nous ne sommes pas de la poussière ».

La raison de notre rassemblement est la lutte contre ces démolitions intempestives et ces gaspillages insensés alors que nous sommes en pleine crise ou en pleine mutation.

Dans votre journal d'information intitulé « **GPV INFO QUARTIER** », de novembre 2014, vous dites que le Grand Projet de Ville est une de vos priorités et que vous souhaitez le prendre en charge personnellement sans le confier à un Adjoint.

Nous sommes là, devant vous, aujourd'hui.

Nous affirmons d'autres valeurs, d'autres solutions que ces destructions massives qui dépouillent les gens de leur histoire, de leur vie, de leurs biens. C'est grave.

A travers de multiples témoignages il a été mis en évidence :

- la pression voire l'agression ressentie ; certains parlent même de harcèlement et d'abus de faiblesse (passages répétés d'employés des Châtelets dans ce sens) ; les gens sont affolés, pensent qu'ils n'ont que 3 choix et qu'ils doivent « dégager » ; parmi eux, des adultes handicapés, des familles avec enfants handicapés, des personnes âgées ébranlées physiquement et moralement. Ces personnes avaient un budget réservé à la location ; du fait de leur départ, ce budget est à la hausse au détriment d'autres denrées de première nécessité.

- le rôle de l'organisme HLM qui n'est plus un bailleur social mais s'est transformé en une sorte d'agence spécialisée dans les opérations immobilières.

- le prix dérisoire de rachat des appartements des propriétaires (entre 800 et 1000 €/m²), ce qui ne leur permet pas de racheter un autre bien sauf à se mettre un crédit supplémentaire sur le dos ou à redevenir locataire. Cela ressemble à de la vente forcée déguisée. Leur objectif initial était d'être « tranquille » à la retraite et pour leurs vieux jours. A quoi bon être prévoyant ?

- la volonté affichée de la Mairie, de la Préfecture, du conseil Général, des HLM de « *vouloir changer de population* ». Pourquoi ? Les revenus ne sont pas assez élevés pour ce que pourrait rapporter le foncier du Mirail ? Les gens modestes n'auraient plus leur place dans un quartier qui fait maintenant partie de la ville ?

- les gâchis et les gaspillages intolérables de bâtiments sains, solides comme des rocs, de beaux et vastes appartements, inégalables d'un point de vue du confort, au nom d'une mode aussi fugitive que le temps qui passe. Monsieur CANDILIS doit se retourner dans sa tombe.

- enfin, dans cette course à l'économie mondialisée où l'argent est devenu un moyen de pouvoir et de domination plutôt qu'un moyen d'échanges de richesses, où l'homme est plus au service de cette économie que le contraire, à l'heure où l'équilibre de notre vieille planète est en danger, nous dénonçons l'impact environnemental de toutes ces démolitions et reconstructions en matière de bilan carbone et de limitations de gaz à effets de serre.

Pour toutes ces raisons, nous disons haut et fort : « **Les démolitions ça suffit** » Le quartier est maintenant désenclavé, bien aéré. Vous avez rénové les immeubles Satie, Auriacombe, Varèse, Poulenc. Il doit en être de même pour l'immeuble Messenger. Nous voulons entamer une réflexion, nous voulons un débat sur la métamorphose de ces quartiers car enfin, ce sont les habitants qui sont concernés au premier chef. Nous vous demandons d'arrêter la procédure en cours en ordonnant un moratoire et d'engager un débat public avec les habitants. Vous vous devez d'entendre un autre point de vue que le vôtre, de le respecter, et d'entamer un débat de fond avec les gens concernés. Vous verrez que nous avons notre idée sur cette affaire, et comme nous le disons souvent : « *partir ou rester, c'est aux habitants du quartier de le décider* ».

Veillez agréer, Monsieur le Maire de Toulouse, nos sincères salutations.

Copie à la Presse

Copie à Monsieur le Préfet

Mail : nousnesommespasdelapoussiere@gmail.com

Tél : 06 13 06 94 62 – 06 43 75 72 15